

Intervention Denis Rondepierre
Conseil national samedi 24 avril 2021

Je voudrais, après l'intervention de Taylan, développer deux questions qu'il a abordées. Celle de la consolidation de nos comptes et celle de la campagne des élections présidentielle et législatives de 2022.

Suite à la publication des comptes des partis politiques par la CNCCFP, la presse a publié des chiffres et leur en a donné parfois une interprétation contestable allant jusqu'à insinuer voir affirmer que les comptes du Parti communiste français n'avaient pas été validés.

Je veux donc pour les détracteurs du travail de centaines de militant·e·s du PCF et du secteur trésorerie, donner ici lecture du courrier du président de la CNCCFP adressé à Fabien Roussel le 21 décembre 2020.

« Monsieur le secrétaire national

J'ai l'honneur de vous informer que la commission à lors de sa séance du 14 décembre 2020, que le parti politique « PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS » avait satisfait, pour l'exercice 2019, à ses obligations légales résultant de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique en déposant ses comptes certifiés conformément à cet article. »

Suit l'annonce de la publication du rendu du travail de la commission et la publication des comptes ainsi que l'information donnée de cette décision au ministère de l'Intérieur chargé de l'attribution de l'aide publique.

Oui la loi contraignant un parti comme le nôtre, constitué de centaines d'entités, conduit à des engagements militants et financiers énormes pour répondre à ces exigences. Nous savons comme je l'ai indiqué dans le rapport de présentation du budget 2020 et comme vienst de le rappeler Taylan que nous allons avoir encore à fournir un effort considérable pour déposer les comptes 2020 en même temps qu'il faudra établir ceux des campagnes régionales et départementales. La mobilisation humaine et financière doit être sans faille pour y parvenir.

Les chiffres publiés par la presse font état de notre endettement.

Mais d'aucun se garde bien de noter que cet endettement a été diminué de 1 611 340 depuis 2017.

Nous le savons tous ici au prix de structurations financières et rigueur de gestion dans nos fédérations et nationalement.

Notre structuration financière et politique décentralisée fondée sur la cotisation des adhérent·e·s et sa répartition, la souscription et le reversement de nos élu·e·s, que la loi met, de fait en cause, fait de notre parti un cas unique dans le paysage politique.

Les fruits de cet engagement de nos adhérent·e·s, élu·e·s et souscripteur·trices sont le socle d'une trésorerie saine.

Aussi, malgré l'introduction des 1 100 comptabilités des sections, le résultat est identique entre 2018 et 2019 pas plus grave compte tenu des élections européennes de 2019 par rapport à 2018.

L'introduction des sections permet aussi d'identifier un accroissement de plus d'un tiers de nos moyens.

Oui les moyens de l'existence d'un parti contestant l'ordre établi est l'objet d'un combat permanent en assurer la pérennité appelle à une mobilisation politique sans faille.

À ce titre, je veux attirer l'attention des 28 fédérations qui n'ont pas encore versé leur part pour 2020 cela représente 70 000 euros. Je double mon rappel quand il s'agit de fédérations qui ne reversent pas le tiers de la cotisation. Je rappelle que la non mise en conformité des comptes peut conduire un département à être sorti de la consolidation des comptes du PCF et ne plus bénéficier des conditions légales d'existence.

Concernant les échéances de 2022

Comme l'a indiqué Taylan nous avons engagé le travail dans l'hypothèse du choix des communistes de présenter un candidat à la présidentielle.

Les premières pistes de travail nous permettent d'évaluer une capacité de mobilisation nationale de 2 à 3 millions d'euros pour l'élection présidentielle.

Mobilisation fondée sur les réserves constituées et projetées en 2020, 2021 : 500 000 euros.

L'affectation de la moitié de notre budget communication : 250 000

Une capacité de prêts de nos structures locales de 1 .000. 000 euros.

Je rappelle que les exigences financières et hypothécaires sur notre siège nous conduisent à ne pas recourir à l'emprunt bancaire.

Une souscription populaire conduite par les fédérations de 1 000 000 répartis à partir des objectifs en voix par département.

Il conviendra d'évaluer les moyens affectés au compte de campagne de la présidentielle et de ceux affectés pour assurer notre présence sur le plus grand nombre de circonscriptions.

Voici les pistes de travail qui pourront faire l'objet de notre travail lors du CN qui sera amené à revoir notre budget à l'issue du premier semestre.

Une réunion des trésorier·e·s se tiendra le 27 mai. J'attire votre attention sur les 2 points à l'ordre du jour : les élections départementales et régionales avec le courrier adressé par la CNCCFP à Fabien concernant les modalités nouvelles et particulièrement intrusives sur les comptes de campagne, le second point concernant la consolidation des comptes.

Beaucoup et avec raison se sont félicités de la réussite technique de notre conférence nationale.

Nous avons fait appel à des prestataires de grande compétence.

Nous avons affecté au budget une enveloppe de 80 000 euros de dépenses et une recette de 20 000 euros, basée sur un mandat à 20 euros.

Nos dépenses ont dépassé de près de 10 000 euros.

Et à ce jour sur les 1007 mandats, 202 ont été versés à la trésorerie nationale soit 4040 euros sur les 20 000 attendus.

Je vous propose qu'à l'occasion de la révision du budget au prochain CN nous en faisons un point d'étape à mi-parcours de la réalisation de celui ci.